REGLEMENT DE CONSULTATION
N° B26-03278-TEL

Appel d'Offres Ouvert relatif à une prestation de liftiers pour le projet RJH

POUR VOTRE INFORMATION :
Depuis le 1er octobre 2018, les offres papier ne sont plus recevables

Etapes de la procédure	Calendrier
Date limite de remise des offres	**Le 16/11/2026 à 16h00**
Date de la visite	☐ Aucune ☒ Facultative : ☐ Obligatoire :

CHANTIER RJH
Établissement de CADARACHE
Centre d'études de CADARACHE
BP 9 - 13115 SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE

Direction Générale
Projet RJH
Supply Chain

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

SOMMAIRE

1. OBJET 3

2. DOCUMENTS APPLICABLES 3

3. PROCEDURE 3

3.1. Généralités 3

3.2. Type de procédure 3

3.3. Cotraitance 4

3.4. Sous-traitance 4

3.5. Conflit d'intérêts 4

3.6. Réunion préalable et visite sur site 4

3.7. Questions des soumissionnaires 5

3.8. Modifications/Complément au Dossier de Consultation 5

3.9. Variantes 5

4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE 5

4.1. Conditions de Prix 5

4.2. Contenu du dossier de candidature 5

4.3. Contenu de l'offre 6

4.4. Validité de l'offre 7

4.5. Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché 7

5. REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES ELECTRONIQUES 8

5.1. Date limite de remise des candidatures et offres électroniques 8

5.2. Forme de remise des candidatures et des offres électroniques 8

6. DISPOSITIONS PARTICULIERES 9

6.1. Sous-traitance 9

6.2. Confidentialité 9

7. DROITS D'ACCES A LA BASE FOURNISSEURS 9

8. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES 10

9. INFORMATION DES SOUMISSSIONNAIRES SUITE AU CHOIX DU CEA 10

10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES 10

ANNEXE 1 DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE RANG 1 12

ANNEXE 2- DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE 2ND RAND (OU PLUS) 24

ANNEXE 3 - COORDONNEES DU SOUMISSIONNAIRE (A REMPLIR) 33

ANNEXE 4 – BORDEREAU GENERAL DES PRIX (BGP) 34

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

REGLEMENT DE CONSULTATION
N° B26-03278-TEL

1. OBJET

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de déroulement de la consultation relative à des prestations de liftiers pour le compte du projet Réacteur Jules Horowitz (RJH) du CEA Cadarache.

Le CEA invite les entreprises, ci-après également désignées par le ou les « soumissionnaire(s) », destinataires du Dossier de consultation des entreprises (DCE) à soumettre au CEA leur(s) offre(s) conformément aux dispositions du présent règlement de consultation.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

La présente consultation est régie, par ordre de priorité décroissante, par les documents ci-après :

- les prescriptions de sécurité – sûreté nucléaire – radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation et ses annexes (référentiels correspondants),
- le projet d'accord-cadre référencé B26-03278-TEL,
- les prescriptions techniques et leurs annexes :
  o le cahier des charges référencé DOC-0102135 Ind. A
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc…).

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les documents relatifs :

- aux Conditions Générales d'Achat du CEA (Français et Anglais),
- aux Marchés spécifiques de sous-traitance, sont disponibles sur le site : www.cea.fr rubrique Entreprises.

3. PROCEDURE

3.1. Généralités

Les conditions d'exécution du marché et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet de marché joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications issues des éventuelles négociations et de mise au point du marché.

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relatif à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

3.2. Type de procédure

La procédure de passation retenue au titre de la présente consultation est la procédure formalisée d'Appel d'Offres ouvert définie à l'article L.2124-2 du Code de la Commande Publique (ci-après désigné par CCP).
Conformément aux dispositions de cet article, **il est précisé qu'il n'y aura pas de phase de négociation après remise des offres**.

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure.
Le soumissionnaire n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'il aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagés, le CEA se réserve la possibilité :
- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières,
- de ne pas donner suite à la consultation.

3.3. Cotraitance

La cotraitance est autorisée. La convention de groupement doit être remise avec l'offre.
Il est interdit de cumuler les candidatures :
- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les groupements seront des :
Groupements Momentanés d'Entreprises Solidaires,
ou
Groupements Momentanés d'Entreprises Conjointes avec solidarité du mandataire.
Pour les marchés classifiés, les membres du groupement doivent être habilités au niveau requis par le PCS.

Possibilité de modification en cours consultation de la composition du groupement : il est possible de modifier la composition d'un groupement et d'en constituer de nouveaux en cours de consultation et jusqu'à la remise des offres. Toutefois, tous les membres du groupement doivent avoir été autorisés préalablement par le CEA à présenter une offre ou à participer.
Seuls les soumissionnaires invités par le CEA pourront se trouver mandataires d'un GME.

3.4. Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions des titres Ier et III de loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et des articles L.2193-1 à 10, L.2193-14 et R.2193-1 à R. 2193-9 du CCP.
La sous-traitance totale est interdite.

Pour chaque sous-traitant identifié dans l'offre, le formulaire DAST du CEA doit être complété et signé.

Le Titulaire s'engage tout au long de l'exécution du Marché à transmettre au CEA, à première demande et sans délai, la copie de l'ensemble des contrats de sous-traitance.

3.5. Conflit d'intérêts

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêts à l'occasion de l'exécution du marché, objet de la présente consultation, chaque soumissionnaire s'engage à avertir sans délai le CEA s'il se trouve (ou son sous-traitant pressenti) en situation de détenir un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ de la présente consultation. Le cas échéant, le soumissionnaire peut néanmoins candidater au marché, objet de la présente procédure, à condition qu'il apporte la preuve au CEA qu'il ne dispose d'aucun avantage de nature à fausser la concurrence et à constituer une rupture d'égalité avec les autres soumissionnaires.
Dans ces conditions, et dans l'hypothèse où les éléments d'information fournis par le soumissionnaire ne s'avéreraient pas suffisamment convaincants pour le CEA, son offre sera rejetée.

Au surplus, en raison de la teneur de la prestation, il est précisé que le Titulaire du marché, objet de la présente consultation, ne pourra se voir attribuer les marchés qui, par leur objet, seraient susceptibles de créer une situation de conflit d'intérêts au sens de l'article L2141-10 du code de la commande publique.

3.6. Réunion préalable et visite sur site

Afin d'apprécier la technicité, la documentation, l'étendue des prestations à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution, une réunion préalable facultative de présentation du dossier de consultation à distance peut être organisée, sur demande.

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Le soumissionnaire devra prendre contact avec l'interlocuteur technique du CEA (coordonnées au paragraphe 10 infra).

Si le soumissionnaire est dans l'impossibilité de se rendre disponible à la date fixée, il doit prendre contact avec le correspondant technique du CEA, afin de convenir d'une autre date.

3.7. Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires à l'issue des visites doivent être communiquées par écrit **via la plateforme PLACE**, au plus tard **dix (10) jours** avant la date limite de remise des offres.

Les questions seront posées via un fichier navette conforme au modèle au format Excel joint au DCE.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires à des fins d'égalité de traitement, sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire. Dans ce cas, le soumissionnaire concerné devra explicitement informer le CEA du caractère confidentiel de sa demande et le motiver. Si le caractère innovant est avéré, ces questions/réponses ne seront envoyées qu'au soumissionnaire concerné.

3.8. Modifications/Complément au Dossier de Consultation

Le CEA se réserve la possibilité d'apporter des modifications et/ou compléments au dossier de consultation après son envoi et au plus tard **six (6) jours** calendaires avant la date limite de remise des offres. Les soumissionnaires devront présenter leur offre sur la base du dossier de consultation ainsi modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.
Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.9. Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en langue française (ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté s'ils émanent d'une autorité étrangère).

4.1. Conditions de Prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.
Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités au paragraphe 2 du présent règlement de consultation.

4.2. Contenu du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit être composé impérativement des éléments mentionnés dans l'Avis de Marché publié au Journal Officiel de l'Union Européenne et précisés comme suit :

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis à l'unité achat du CEA dont dépend l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, les candidats devront préciser la référence de ladite consultation.

Présentation de la candidature :

- Le formulaire DC1 (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent
- Le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent.

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :
https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat

- Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente.
- Si le candidat est soumis à l'article L.225-102-4 du Code du Commerce, il est invité à remettre tout élément de preuve attestant qu'il a bien établi et publié un plan de vigilance.
- Si le candidat est soumis à l'article L.229-25 du code l'environnement, il est invité à remettre une attestation précisant que les bilans des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) de son entreprise a bien été publié pour l'année N-1.

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Conformément aux dispositions de l'article R2143-4 du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, téléchargeable à l'adresse suivante :

https://dume.chorus-pro.gouv.fr/

Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires du candidat sur les trois derniers exercices disponibles ;
- Bilans des trois dernières années des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

Capacité technique et professionnelle :

- Une liste des prestations exécutées au cours des cinq dernières années ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise responsables de prestation de services de même nature que celle du présent marché public ;
- L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourrait appliquer lors de l'exécution du présent marché public ;
- Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établi dans d'autres Etats membres ;
- Les certifications de qualité. Ces certificats, délivrés par des organismes indépendants, sont donnés sur les normes européennes et certifiés par des organismes accrédités.
- L'acheteur accepte les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Lorsqu'un opérateur économique n'a pas la possibilité d'obtenir ces certificats dans les délais fixés pour des motifs qui ne lui sont pas imputables, l'acheteur accepte d'autres mesures équivalentes pour autant que l'opérateur économique concerné établisse que les mesures proposées sont équivalentes à celles requises.

Cotraitance : Dans le cas d'une candidature déposée par un groupement, chaque membre du groupement doit produire un dossier de candidature comprenant l'ensemble des documents énoncés dans l'avis de marché.

Sous-traitance :
Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

4.3. Contenu de l'offre

L'offre devra être composée des éléments suivants :

4.3.1 Sur le plan administratif :

- Le Cahier Des Charges et le Projet de Marché dûment paraphés et signés, valant acceptation sans réserve,
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle en cours de validité,
- La convention de groupement d'entreprises, le cas échéant.

4.3.2 Sur le plan commercial :

- La décomposition des prix conforme au modèle figurant dans l'annexe 4, dûment complétée, accompagné d'une version PDF signée.
- Le prix de la prestation tel que précisé au paragraphe 4.1.

4.3.3 Sur le plan technique (organisation et déroulement de la mission) :

- Une proposition technique détaillée exposant la méthodologie envisagée pour répondre aux attendus décrits dans le Cahier Des Charges, avec la description détaillée des livrables associés.

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Des exemples de documents établis pour une mission similaire seront joints pour illustrer les propositions.

- L'organisation mise en œuvre pour mener à bien les prestations, avec le rôle de chacun des intervenants (opérationnels, encadrement…), la justification du dimensionnement et de l'adéquation des ressources (compétences, qualifications).
- Un descriptif détaillé des profils type des intervenants comprenant l'expérience professionnelle, les compétences, qualifications et habilitations requises.
- Les dispositions de suivi du déroulement de la mission, sur les aspects techniques et contractuels.
- Les dispositions retenues pour assurer la continuité de la mission en cas d'indisponibilité d'un intervenant.
- Les dispositions retenues pour gérer les fluctuations de charge.

4.3.4 Sur les aspects QSSE (Qualité/Sécurité/Social/Environnement) :

- Un descriptif de l'organisation en matière de santé et de sécurité au travail spécifique à la prestation.
  - Des plans d'amélioration continue, des causeries, des visites sécurité (par exemple).
- Une note environnementale décrivant les mesures que le candidat s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de la prestation afin de limiter voire éviter tout impact négatif de la prestation sur l'environnement, notamment :
  - La limitation des émissions de GES, notamment celles dues aux déplacements de ses collaborateurs (y compris la formation à l'éco-conduite),
  - La consommation responsable de l'énergie et des ressources naturelles,
  - L'organisation régulière des séances de formation/sensibilisation des personnels et sous-traitants aux éco-gestes.
- Une note à caractère social présentant les actions relevant de conditions d'exécution socialement responsables que le candidat s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de la prestation, par exemple :
  - Les formations dispensées allant au-delà des exigences réglementaires,
  - Les actions QVT mises en place (facilité d'utilisation des équipements...),
  - Les actions concrètes en faveur de l'égalité homme-femme,
  - Les actions concrètes contre le harcèlement, la corruption et toute forme de discrimination,
  - Les actions en faveur de la sécurité des personnes,
  - Toute action en faveur de l'insertion de publics éloignés de l'emploi dont la cotraitance ou la sous-traitance d'une partie de la prestation à une structure de l'Économie Sociale et Solidaire (ESAT, entreprise adaptée, etc…),
  - Ou toute autre action allant dans le sens de l'amélioration des conditions de travail des salariés affectés aux prestations objet du Cahier Des Charges.

La note devra notamment préciser les engagements que le candidat propose de mettre en œuvre dans le cadre de la prestation, lesquels devront être reportés à l'article 12.1 « Propositions du Titulaire en faveur du progrès social » de l'Accord-cadre.

Nota : Ces mesures feront objet d'un suivi régulier dans le cadre du marché.

En ce qui concerne la sous-traitance :

- La liste des opérations sous-traitée et des sous-traitants envisagés.
- Les formulaires de demande d'acceptation préalable des sous-traitants (pour chacun d'eux), conformes aux modèles joints en annexes 1 et 2.
- La nature, le volume et le montant des prestations sous-traitées.

4.4. Validité de l'offre

L'offre est valable 8 mois à compter de la date limite de remise des offres.

4.5. Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché

L'entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire du marché qu'à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Dans le cas où l'entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.

5. REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES ELECTRONIQUES

5.1. Date limite de remise des candidatures et offres électroniques

Les dossiers des soumissionnaires devront être remis au plus tard le **16/11/2026 à 16h00.**

Tout dossier reçu après cette date sera écarté d'office.

5.2. Forme de remise des candidatures et des offres électroniques

Les offres des soumissionnaires devront être transmises à l'adresse indiquée ci-après :

https://www.marches-publics.gouv.fr

Conditions d'utilisation et prérequis techniques :
Pour répondre aux appels d'offres du CEA, il est nécessaire de s'inscrire sur PLACE. Pour cela, il faut vous munir de votre numéro de SIRET. Si vous disposez déjà d'un compte sur PLACE, il est aussi opérationnel pour les appels d'offres du CEA.
Si vous aviez déposé des documents dans le coffre-fort électronique du portail des marchés du CEA, il faudra les reporter dans PLACE.
Pour toute question, vous pouvez vous référer à la rubrique Aide qui se situe en bas de la page accueil de PLACE.

Remise d'une offre au format électronique :
L'enveloppe-d'offre doit être au format .zip » contenant respectivement les éléments mentionnés dans le présent règlement de consultation.
Ces fichiers seront nommés selon le contenu du fichier, par exemple : offre-technique.pdf

- Le nom donné à l'enveloppe électronique d'offre sera : offre-nomsociete-B26-03278-TEL.zip

Possibilité de remettre une copie de sauvegarde (facultatif) :
Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique, soit sur support papier, soit sur support physique électronique.
La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

La copie de sauvegarde sera détruite à l'issue de la procédure si elle n'a pas été utilisée.
Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci sera écartée.
La copie de sauvegarde devra être envoyée dans les délais impartis pour la remise des offres à l'adresse indiquée ci-après :

CEA/Cadarache
Site du PROJET RJH BV2 – Bât 1242
13108 SAINT PAUL LEZ DURANCE Cedex
A l'attention de Thabet EL INOUBLI

Elle sera remise sous double enveloppe cachetée composée :

- d'une enveloppe extérieure sur laquelle sera mentionnée l'adresse du CEA indiquée ci-dessus,
- d'une enveloppe intérieure, portant le nom du soumissionnaire et la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE - CONSULTATION – B26-03278-TEL – NE PAS OUVRIR** », en lettres capitales.

La copie de sauvegarde pourra être transmise par courrier ou déposée par porteur au guichet d'accueil à l'adresse ci-dessus – dans le strict respect du délai mentionné ci-dessus et contre remise d'un récépissé. Pour déposer une copie de sauvegarde, le porteur doit disposer d'un avis de rendez-vous fait auprès de l'acheteur dont les coordonnées figurent au paragraphe 10 infra. Cette demande d'avis de rendez-vous doit être établie au minimum 48 heures ouvrés avant la date de dépôt de l'offre.

Tout dossier ne respectant pas le formalisme du paragraphe 5.2 pourra être écarté.

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

5.3. Clause sociale d'insertion

Le CEA souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de lutte contre le chômage et l'exclusion socio-professionnelle.

La démarche d'insertion, prévue et détaillée dans le Projet de Marché, constitue une condition d'exécution du marché en application de l'article L2112-2 du Code de la commande publique. Sont en particulier détaillés les publics visés, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle, le dispositif d'accompagnement du CEA et les pénalités spécifiques ou retenues provisoires en cas de non-réalisation ou de réalisation partielle de la clause sociale d'insertion.

L'organisme ci-dessous apporte son concours dans la mise en œuvre de cette démarche. Pour obtenir des informations, les soumissionnaires peuvent contacter le correspondant indiqué ci-après :

Mme Zina CHARFI
Chargée d'animation et développement clauses sociales Pays d'Aix
Tél. 06 74 89 30 19
Courriel : zcharfi@emergences-asso.fr

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause sociale d'insertion obligatoire. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière.

6. DISPOSITIONS PARTICULIERES

6.1. Sous-traitance

Si un soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) concerné(s) à l'acceptation du CEA sur la base des formulaires joints en annexes 1 et 2. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (ou des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (ou des) sous-traitant(s) proposé(s).

6.2. Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.
Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.
Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou aux Installations Nucléaires de Base (INB).
Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

7. DROITS D'ACCES A LA BASE FOURNISSEURS

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA a mis en place une base fournisseurs. Celle-ci est susceptible de contenir quelques informations nominatives relatives à des personnes physiques qui figurent dans les dossiers d'offres remis par les entreprises. Ces informations sont les suivantes : le nom, la fonction, l'adresse mail et le numéro de téléphone des personnes à contacter au sein des entreprises titulaires des marchés cités par les entreprises candidates à titre de référence.

L'entreprise qui se verra attribuée le marché devra informer les concernés dont elle aurait pu communiquer certaines données personnelles dans le cadre de la procédure d'achat, de l'existence de ce droit et de ces modalités d'exercice auprès du CEA.

Pour exercer ce droit, le demandeur devra s'adresser par courrier ou courriel au correspondant RGPD du CEA.

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Les modifications demandées seront effectuées sous 8 jours à compter de la réception de la demande. Une copie d'écran démontrant la prise en compte de la demande pourra être envoyée par courrier ou courriel au demandeur.

8. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

8.1. Sélection des candidatures

Afin de s'assurer que les candidats disposent des capacités juridiques, économiques, financières et technique suffisante pour assurer la prestation, le CEA procédera à l'analyse et à la sélection des candidatures conformément aux critères de jugement des candidatures suivants :

- Capacité professionnelle au travers notamment des compétences et/ou expériences dans des prestations équivalentes à celles de la présente consultation ;
- Capacité financière tel que prévu par les articles R.2142-6 à R.2142-12 du CCP

8.2. Jugement des offres

L'offre sera analysée conformément aux critères pondérés de sélection suivants :

- **Critère 1 : Prix 50% :** Évaluation du critère Prix sur la base de l'analyse comparative du montant total de l'offre, établi selon le scénario indiqué dans le Bordereau Général des Prix.

Nota : Ce montant est un scénario estimatif, non engageant pour le CEA, permettant de comparer les offres remises par les soumissionnaires sur le critère prix

- **Critère 2 : Méthodologie 20% :** Pertinence de la description, justification des méthodologies et moyens proposés et description des livrables, qui seront mis en œuvre pour la réalisation des prestations objets du marché.

- **Critère 3 : Organisation, Qualité, Sécurité et Responsabilité sociale et environnementale 30% :**

- Adéquation de l'organisation mise en place (organigramme fonctionnel et présentation des rôles et responsabilités des intervenants et démonstration, de la capacité à absorber les fluctuations de charges d'activité, afin de respecter les délais d'intervention définis par le CEA en adéquation à ses besoins), adéquation du justificatif du dimensionnement des ressources, des matériels, des profils et de leurs qualifications,
- Démonstration de la maîtrise de la qualité des prestations (procédures, contrôles, plan de surveillance, indicateurs de performance),
- Démonstration de la maîtrise de la sécurité des intervenants (prévention des risques, habilitations, mesures de protection, gestion de la coactivité),
- Pertinence des mesures proposées sur les aspects sociaux dans l'exécution de la prestation.
- Mesure concrètes mises en œuvre pour limiter et optimiser les déplacements des agents affectés à la prestation,
- Démarche pour trier et réduire les déchets générés par la prestation,
- Organisation pour limiter les consommations énergétiques des équipements et monte-charge utilisés.

9. INFORMATION DES SOUMISSSIONNAIRES SUITE AU CHOIX DU CEA

Les soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été retenue, seront informés par écrit.

10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié de s'adresser :

En ce qui concerne la partie technique :
Nom : Irina BURDET
E-mail : Irina.BURDET@cea.fr
Tél : 06.71.87.23.93

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

En ce qui concerne la partie commerciale :
Nom : EL INOUBLI Thabet (SCALIAN)
E-mail : thabet.el-inoubli@cea.fr
Tél : 06.60.19.86.62

Informations plateforme PLACE : **Christel DAGUT-PAVAGEAU** - Tél 04.42.25.23.79

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Annexe 1 DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE RANG 1

www.cea.fr

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT (DAST) DE RANG 1

(à remplir par le Titulaire du marché ou le soumissionnaire sauf la rubrique 7 qui doit être remplie par le sous-traitant)

Version du 13/12/2024

Référence du marché CEA : .....

Ce formulaire de demande d'acceptation est destiné à présenter le sous-traitant et les prestations sous-traitées.

Il a également pour objet de soumettre à l'agrément du CEA les conditions de paiement direct du sous-traitant de rang 1 uniquement.

En cas de pluralité de sous-traitants, il est établi un formulaire par sous-traitant.

Le sous-traitant n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'il a déjà transmis à l'unité achat du CEA dont dépend l'acheteur dans le cadre d'une précédente demande d'acceptation de sous-traitance (DAST) et qui demeurent valables. Dans ce cas, le sous-traitant devra préciser la référence de ladite DAST.

Pour une première demande ou si les documents justificatifs ne sont plus valables, le présent formulaire devra être complété dans son intégralité. Si ce n'est pas le cas, il ne pourra pas être validé par le CEA. Le sous-traitant ne sera donc pas accepté.

Cocher l'une des cases ci-dessous :

☐ Si la demande intervient **avant la notification du marché**, le présent formulaire vaut demande d'acceptation du sous-traitant.

☐ Si la demande intervient **après la notification du marché** :

- ☐ le présent formulaire vaut acte spécial de sous-traitance ;
- ☐ le présent formulaire vaut acte spécial de sous-traitance modificatif si la demande initiale a été modifiée.

TA-6547318 H 1/12

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant

1 - MARCHE CONCERNE

DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE DU MARCHE (OU DU SOUMISSIONNAIRE) : .....

.....

OBJET DU MARCHE : .....

.....

REFERENCE DU MARCHE : .....

MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE : ☐ **OUI** ☐ **NON**

MARCHE RELEVANT DU LIVRE V : ☐ **OUI** ☐ **NON**

MARCHE SENSIBLE : ☐ **OUI** ☐ **NON**

MARCHE CLASSIFIE : ☐ **OUI** ☐ **NON**

SI OUI : ☐ **SANS DETENTION (AVEC ACCES)**

☐ **AVEC DETENTION**

NIVEAU : ☐ **SECRET**

☐ **TRES SECRET**

SPECIAL FRANCE :

☐ **OUI**

☐ **NON**

PREALABLE :

Le Plan Contractuel de Sécurité (PCS) signé entre le CEA et le titulaire doit avoir été modifié pour y intégrer le(s) sous-traitant(s) en précisant les activités confiées.

Le titulaire du marché doit rédiger un Plan Contractuel de Sécurité avec son (ses) sous-traitant(s) qui doit être validé par le CEA.

Si le marché rentre dans un des trois cas visés ci-dessus, joindre la pièce n° 6 figurant dans la rubrique n° 8 du présent document (décision d'habilitation ou avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale).

INTERVENTION SUR UN SITE DU CEA : ☐ **OUI** ☐ **NON**

MARCHE CONTENANT DES EQUIPEMENTS IMPORTANTS POUR LA PROTECTION (EIP) ET/OU EN LIEN AVEC DES ACTIVITES IMPORTANTES POUR LA PROTECTION (AIP) AU SENS DE L'ARRETE DU 7 FEVRIER 2012 FIXANT LES REGLES GENERALES RELATIVES AUX INSTALLATIONS NUCLEAIRES DE BASE :

☐ **OUI** ☐ **NON**

PAIEMENT DIRECT : LES SOUS-TRAITANTS DES MARCHES RELEVANT DU LIVRE V NE BENEFICIENT PAS DU PAIEMENT DIRECT.

LES SOUS-TRAITANTS DES MARCHES QUI RELEVENT DU LIVRE V PEUVENT RECOURIR A L'ACTION DIRECTE (30 JOURS APRES MISE EN DEMEURE DU TITULAIRE)[1]

[1] Les sous-traitants des marchés relevant du livre V ne bénéficient pas du paiement direct. En revanche, ils peuvent recourir à l'action directe (article 12 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance : « Le sous-traitant a une action directe contre le maître de l'ouvrage si l'entrepreneur principal ne paie pas, un mois après en avoir été mis en demeure, les sommes qui sont dues en vertu du contrat de sous-traitance ; copie de cette mise en demeure est adressée au maître de l'ouvrage ».

TA-6547318 H 2/12

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant

OBJET DE L'AVENANT N°1 :

.....

OBJET DE L'AVENANT N°2 :

.....

OBJET DE L'AVENANT N°3 :

.....

OBJET DE L'AVENANT N° :

.....

TA-6547318 H 3/12

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

2 – RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUS-TRAITANT DE 1ER RANG

DENOMINATION SOCIALE : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : |__|__|__|__|__| **VILLE** : .....

TELEPHONE : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__| MEL: .....@.....

N° INSCRIPTION AU RCS : |__|__|__| |__|__|__| |__|__|__|

N° SIRET DE L'ETABLISSEMENT QUI FACTURE : |__|__|__| |__|__|__| |__|__|__| |__|__|__|__|__|

PME : ☐ **OUI** ☐ **NON**

CODE APE : |__|__|__|__| |__|

N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : |__|__| |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

APPARTENANCE A UN GROUPE : ☐ **OUI** ☐ **NON**

(SI OUI, INDIQUER LEQUEL) : .....

NOM ET QUALITE DES PERSONNES HABILITEES A ENGAGER L'ENTREPRISE :

1 / .....

2 / .....

PRESENCE DU SOUS-TRAITANT SUR SITE CEA

☐ **OUI – SI OUI, PRECISER LE LIEU D'EXECUTION** .....

☐ **NON**

CERTIFICATIONS[2] (QUALIBAT, AFNOR, CEFRI, ...) : .....

REFERENCES RECENTES DANS LE DOMAINE DU MARCHE CONCERNE (prestations exécutées pendant les trois dernières années) :

	NOM DU CLIENT	Montant des prestations en K€ (mention facultative)	PRESTATIONS (Date, lieu, objet)
1			
2			
3			

[2] Renseignement fourni à titre informatif

TA-6547318 H 4/12

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant

LE SOUS-TRAITANT EMPLOIE DES SALARIES DETACHES TRANSNATIONAUX

☐ OUI ☐ NON

Si oui, joindre la pièce n° 5 figurant dans la rubrique n° 8 du présent document.

Il est rappelé au Titulaire qu'il est tenu de demander au sous-traitant la communication des pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ainsi que les salariés français détachés en France par leur société étrangère (ne nécessitant pas d'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail).

TA-6547318 H 5/12

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

3- NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES (reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

Nature de la prestation sous traitée : .....

Durée du contrat de sous-traitance entre le Titulaire et le sous-traitant en nombre de mois :

(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur. Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)

PRESTATIONS COMPRENANT OU PORTANT SUR DES EIP ET/OU EN LIEN AVEC DES AIP :
☐ OUI ☐ NON

Niveau de sensibilité de la prestation sous traitée :		
Aucune : ☐	Sensible : ☐	Classifié : ☐ Secret ☐ Très secret ☐ Sans détention (avec accès) ☐ Avec détention ☐

Le sous-traitant dispose-t-il d'une habilitation: ☐ oui / ☐ non				
Si oui, niveau d'habilitation	☐ Secret	☐ Très secret	☒ Sans détention (avec accès)	☐Avec détention

Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel *(à compléter le cas échéant)* :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : .....

La durée du traitement est : .....

La nature des opérations réalisées sur les données est : .....

La ou les finalité(s) du traitement sont : .....

Les données à caractère personnel traitées sont : .....

Les catégories de personnes concernées sont : .....

Les données sont hébergées (indiquer le lieu) : .....

L'autorité chef de file est la CNIL.

Les flux transfrontières : .....

☐ OUI.
☐ NON

Le sous-traitant s'engage à respecter la Décision de la Commission du 5 février 2010 relative aux clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des sous-traitants établis dans des pays tiers en vertu de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil.

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant

Nota : le 10 juillet 2023, la Commission européenne a adopté une nouvelle décision d'adéquation concernant les États-Unis. Par cette décision, la Commission décide que les modifications apportées par les États-Unis à leur législation nationale permettent désormais d'assurer un niveau de protection adéquat des données personnelles transférées de l'UE vers les organisations situées aux États-Unis lorsqu'ils font la démarche de respecter ce nouveau « cadre de protection des données ». La liste de ces organismes est gérée et publiée par le ministère américain du commerce.
Les transferts de données personnelles depuis l'Union européenne vers les organismes figurant sur cette liste peuvent donc s'effectuer librement, sans encadrement spécifique par des « clauses contractuelles types » ou un autre instrument de transfert.

Extraterritorialité ou Clause de « Cloud Act »

En cas de requête, par les autorités américaines et ou toute autorité extraterritoriale, pour accéder aux données traitées dans le cadre du marché, sur le fondement du Cloud Act, le sous-traitant s'engage à en informer le CEA, et à intenter, dans un délai de quatorze jours au plus tard à compter de la réception de la requête, toute forme de recours judiciaire prévu par le Cloud Act ou par toute loi américaine, afin d'éviter par tout moyen que les données du CEA soient transmises aux autorités américaines.
Le sous-traitant ne pourra en aucun cas transmettre les données tant qu'un juge français n'aura pas rendu de décision exécutoire.
Etant donné le caractère sensible des données traitées par le CEA, toute transmission de ces données en vertu du Cloud Act, ou de toute autre législation extraterritoriale violerait nécessairement le Règlement général relatif à la protection des données (RGPD) ainsi que la Directive européenne 2016/943 relative à la protection du secret d'affaires. Il est rappelé que le RGPD est considéré comme une loi de police, dont l'application ne peut être exclue.
Toute communication de données [ou tout refus d'exercer ledit recours], par le sous-traitant, qui violerait la présente clause, causerait nécessairement un préjudice au CEA, que le titulaire s'engage à indemniser à hauteur du montant du préjudice subi.

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Coordonnées du Délégué à la protection des données du titulaire : .....

.....

TA-6547318 H 7/12

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

4- PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

■ **Montant des prestations sous-traitées (hors application de la formule de variation de prix) :**

Dans le cas où le sous-traitant sollicite le paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- **Montant Marché initial : ..... € HT Taux TVA : .... % Montant : ..... € TTC**
- **Montant Avenant n°1 : .....€ HT Taux TVA : .... % Montant : ..... € TTC**
- **Montant Avenant n°2 : .....€ HT Taux TVA : ... % Montant : ..... € TTC**
- **Montant Avenant n°3 : .....€ HT Taux TVA : .... % Montant : ..... € TTC**
- **Montant Avenant n°x : .....€ HT Taux TVA : ... % Montant : ... € TTC**
- **Montant Marché total : .....€ HT Taux TVA : .... % Montant : ..... € TTC**

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA : ..... €

■ **Modalités de variation des prix (le cas échéant)** :

.....

Il est rappelé que les sommes versées au sous-traitant dans le cadre du paiement direct (en ce compris les variations de prix prévues au contrat de sous-traitance) seront nécessairement déduites des sommes dues au titulaire au titre de son marché.

5 – CONDITIONS DE PAIEMENT

■ Compte à créditer :
(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

■ Nom de l'établissement bancaire :

.....

■ Numéro de compte :

.....

■ **Échéancier de facturation du contrat de sous-traitance** (dates, jalons, retenue de garantie le cas échéant...) :

.....

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante uniquement pour le sous-traitant bénéficiaire du paiement direct dans le cadre d'un marché public de défense ou de sécurité relevant du Livre III du code de la commande publique)

☐ OUI ☐ NON

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

6- CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES
(Rubrique ne concernant pas les marchés relevant du livre V)

(le cas échéant, le Titulaire coche l'une des deux cases suivantes selon la situation dans laquelle il se trouve ; à défaut, le paiement direct du sous-traitant sera impossible)

1ère hypothèse : ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le présent document :

☐ le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2ème hypothèse : ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif**

En conséquence :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du code de la commande publique, qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

TA-6547318 H 9/12

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant

7 - ATTESTATION DU SOUS-TRAITANT
(à remplir impérativement par une personne habilitée à engager le sous-traitant)

Je soussigné(e), M./Mme ....., habilité(e) à engager la personnalité morale de la société ....., atteste sur l'honneur :

a) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus :

- aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité) ;
- aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité) ;

b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

c) que les renseignements figurant en rubrique 2 de la présente demande d'acceptation sont exacts.

Fait à :
Le *(date)* :

LE SOUS-TRAITANT
Signature et tampon

Nom et qualité du signataire

TA-6547318 H 10/12

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

8- DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE SOUS-TRAITANT
(à joindre impérativement à la présente demande dûment remplie)

1- Une plaquette ou une note décrivant les métiers et les spécialités de l'entreprise ou à défaut l'adresse du site sur lequel peuvent être consultées la plaquette et/ou la note ;

2- Un extrait KBIS datant de moins de trois mois ;

3- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire ;

4- Les attestations d'assurance professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité ;

5- Dans le cas d'emploi de salariés détachés, une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;

(Pour toute demande d'acceptation d'un sous-traitant, le CEA refusera, en cas détachement de salarié(s) transnational, tout formulaire non accompagné de la déclaration de détachement).

6- Dans le cas où les prestations sous-traitées sont classifiées ou sensibles ;

(Ces documents sont à transmettre à l'Officier de sécurité du CEA)

- l'habilitation du sous-traitant au niveau de classification requis pour les prestations sous-traitées doit être jointe pour les marchés classifiés ou l'avis –sans réserve de l'enquête administrative obtenu pour le sous-traitant pour les marchés sensibles ;
- le projet de Plan Contractuel de sécurité entre le titulaire et son sous-traitant le cas échéant.

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant

9- SIGNATURE DES PARTIES

Signature des parties	
Le titulaire ou le soumissionnaire	Nom et qualité du signataire : Date :
Le sous-traitant	Nom et qualité du signataire : Date :
Avis du Prescripteur technique CEA Favorable ☐ Défavorable ☐	Nom et qualité du signataire : Commentaires : Date :
Avis Officier de Sécurité Favorable ☐ Défavorable ☐ Avec Réserve ☐	Nom et qualité du signataire : Commentaires de l'OS : Date :
Décision du CEA Accord ☐ Refus ☐	Nom et qualité du signataire : Commentaires Date :

TA-6547318 H 12/12

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Annexe 2- DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE 2ND RAND (ou PLUS)

www.cea.fr

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT (DAST) DE 2EME RANG (OU PLUS)

(à remplir par le sous-traitant de rang n-1 avec l'aide du Titulaire ou du sous-traitant de rang n, sauf la rubrique 5 qui doit être remplie par le sous-traitant de 2ème rang ou plus)

Version du 13/12/2024

Référence du marché CEA : .....

Ce formulaire de demande d'acceptation vaut acte spécial et est destiné à présenter le sous-traitant de 2ème rang ou plus et les prestations sous-traitées.

Les sous-traitants ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis à l'unité achat du CEA dont dépend l'acheteur dans le cadre d'une précédente demande d'acceptation de sous-traitance (DAST) et qui demeurent valables. Dans ce cas, les sous-traitants devront préciser la référence de ladite DAST.

Pour une première demande ou si les documents justificatifs ne sont plus valables, le présent formulaire devra être complété dans son intégralité. S'il ne l'est pas, il ne pourra pas être validé par le CEA. Le sous-traitant de 2ème rang ou plus ne sera donc pas accepté.

TA-6547319 H 1/9

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant de rang inférieur

1 - MARCHE CONCERNE

DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE DU MARCHE (OU DU SOUMISSIONNAIRE) : .....

.....

OBJET DU MARCHE : .....

.....

REFERENCE DU MARCHE : .....

MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE : ☐ **OUI** ☐ **NON**

MARCHE RELEVANT DU LIVRE V : ☐ **OUI** ☐ **NON**

MARCHE SENSIBLE : ☐ **OUI** ☐ **NON**

MARCHE CLASSIFIE : ☐ **OUI** ☐ **NON**

SI OUI : ☐ **SANS DETENTION (AVEC ACCES)**

☐ **AVEC DETENTION**

NIVEAU : ☐ **SECRET**

☐ **TRES SECRET**

SPECIAL FRANCE :

☐ **OUI**

☐ **NON**

PREALABLE :

Le Plan Contractuel de Sécurité (PCS) signé entre le CEA et le titulaire doit avoir été modifié pour y intégrer le(s) sous-traitant(s) en précisant les activités confiées.

Le titulaire du marché doit rédiger un Plan Contractuel de Sécurité avec son (ses) sous-traitant(s) qui doit être validé par le CEA.

Si le marché rentre dans un des trois cas visés ci-dessus, joindre la pièce n° 6 figurant dans la rubrique n° 6 du présent document (décision d'habilitation ou avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale).

INTERVENTION SUR UN SITE DU CEA : ☐ **OUI** ☐ **NON**

MARCHE CONTENANT DES EQUIPEMENTS IMPORTANTS POUR LA PROTECTION (EIP) ET/OU EN LIEN AVEC DES ACTIVITES IMPORTANTES POUR LA PROTECTION (AIP) AU SENS DE L'ARRETE DU 7 FEVRIER 2012 FIXANT LES REGLES GENERALES RELATIVES AUX INSTALLATIONS NUCLEAIRES DE BASE :

☐ **OUI** ☐ **NON**

OBJET DE L'AVENANT N°1 :

.....

OBJET DE L'AVENANT N°2 :

.....

OBJET DE L'AVENANT N°3 :

.....

OBJET DE L'AVENANT N° :

.....

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant de rang inférieur

2 – RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUS-TRAITANT DE 2ème RANG (ou plus)

DENOMINATION SOCIALE : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : |__|__|__|__|__| **VILLE** : .....

TELEPHONE : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__| MEL: .....@.....

N° INSCRIPTION AU RCS : |__|__|__| |__|__|__| |__|__|__|

N° SIRET DE L'ETABLISSEMENT QUI FACTURE : |__|__|__| |__|__|__| |__|__|__| |__|__|__|__|__|

PME : ☐ **OUI** ☐ **NON**

CODE APE : |__|__|__|__| |__|

APPARTENANCE A UN GROUPE : ☐ **OUI** ☐ **NON**

(SI OUI, INDIQUER LEQUEL) : .....

NOM ET QUALITE DES PERSONNES HABILITEES A ENGAGER L'ENTREPRISE :

1 / .....

2 / .....

PRESENCE DU SOUS-TRAITANT SUR SITE CEA

☐ **OUI – SI OUI, PRECISER LE LIEU D'EXECUTION** .....

☐ **NON**

CERTIFICATIONS[1] (QUALIBAT, AFNOR, CEFRI, ...) : .....

REFERENCES RECENTES DANS LE DOMAINE DU MARCHE CONCERNE (prestations exécutées pendant les trois dernières années) :

	NOM DU CLIENT	Montant des prestations en K€ (mention facultative)	PRESTATIONS (Date, lieu, objet)
1			
2			
3			

■ **LE SOUS-TRAITANT EMPLOIE DES SALARIES DETACHES TRANSNATIONAUX**

☐ OUI ☐ NON

Si oui, joindre la pièce n° 5 figurant dans la rubrique n° 6 du présent document.

[1] Renseignement fourni à titre informatif

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

3- NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES AU SOUS-TRAITANT DE 1er RANG
(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

NOM DU SOUS-TRAITANT DE 1ER RANG : .....
Nature de la prestation sous traitée : .....

Durée du contrat de sous-traitance entre le Titulaire et le sous-traitant en nombre de mois :
(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur. Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)

PRESTATIONS COMPRENANT OU PORTANT SUR DES EIP ET/OU EN LIEN AVEC DES AIP :
☐ **OUI** ☐ **NON**

Niveau de sensibilité de la prestation sous traitée :		
Aucune : ☐	Sensible : ☐	Classifié : ☐ Secret ☐ Très secret ☐ Sans détention (avec accès) ☐ Avec détention ☐

Le sous-traitant dispose-t-il d'une habilitation: ☐ oui / ☐ non				
Si oui, niveau d'habilitation	☐ Secret	☐ Très secret	☐ Sans détention (avec accès)	☐Avec détention

- **Montant Marché initial :** ..... **€ HT**
- **Montant Avenant n°1 :** ..... **€ HT**
- **Montant Avenant n°2 :** ..... **€ HT**
- **Montant Avenant n°3 :** ..... **€ HT**
- **Montant Avenant n° :** ..... **€ HT**
- **Montant Marché total :** ..... **€ HT**

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant de rang inférieur

4- NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES AU SOUS-TRAITANT DE 2ème RANG (ou plus) (reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

Nature de la prestation sous traitée : .....

Durée du contrat de sous-traitance entre le Titulaire et le sous-traitant en nombre de mois :

(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur. Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)

PRESTATIONS COMPRENANT OU PORTANT SUR DES EIP ET/OU EN LIEN AVEC DES AIP :
☐ OUI ☐ NON

Niveau de sensibilité de la prestation sous traitée :		
Aucune : ☐	Sensible : ☐	Classifié : ☐ Secret ☐ Très secret ☐ Sans détention (avec accès) ☐ Avec détention ☐

Le sous-traitant dispose-t-il d'une habilitation: ☐ oui / ☐ non				
Si oui, niveau d'habilitation	☐ Secret	☐ Très secret	☐ Sans détention (avec accès)	☐Avec détention

- **Montant Marché initial : ..... € HT**
- **Montant Avenant n°1 : ..... € HT**
- **Montant Avenant n°2 : ..... € HT**
- **Montant Avenant n°3 : ..... € HT**
- **Montant Avenant n° : ..... € HT**
- **Montant Marché total : ..... € HT**

GARANTIE ACORDEE PAR LE SOUS-TRAITANT DE 1ER RANG AU SOUS-TRAITANT DE 2ND RANG OU PLUS :

☐ Caution personnelle et solidaire
☐ Convention de délégation de paiement

Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel *(à compléter le cas échéant)* :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : .....

La durée du traitement est : .....

La nature des opérations réalisées sur les données est : .....

La ou les finalité(s) du traitement sont : .....

Les données à caractère personnel traitées sont : .....

Les catégories de personnes concernées sont : .....

TA-6547319 H 5/9

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant de rang inférieur

Les données sont hébergées (indiquer le lieu) : .....

L'autorité chef de file est la CNIL.

Les flux transfrontières : .....

☐ OUI
☐ NON

Le sous-traitant s'engage à respecter la Décision de la Commission du 5 février 2010 relative aux clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des sous-traitants établis dans des pays tiers en vertu de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil.

Nota : le 10 juillet 2023, la Commission européenne a adopté une nouvelle décision d'adéquation concernant les États-Unis. Par cette décision, la Commission décide que les modifications apportées par les États-Unis à leur législation nationale permettent désormais d'assurer un niveau de protection adéquat des données personnelles transférées de l'UE vers les organisations situées aux États-Unis lorsqu'ils font la démarche de respecter ce nouveau « cadre de protection des données ». La liste de ces organismes est gérée et publiée par le ministère américain du commerce.
Les transferts de données personnelles depuis l'Union européenne vers les organismes figurant sur cette liste peuvent donc s'effectuer librement, sans encadrement spécifique par des « clauses contractuelles types » ou un autre instrument de transfert.

Extraterritorialité ou Clause de « Cloud Act »

En cas de requête, par les autorités américaines et ou toute autorité extraterritoriale, pour accéder aux données traitées dans le cadre du marché, sur le fondement du Cloud Act, le sous-traitant s'engage à en informer le CEA, et à intenter, dans un délai de quatorze jours au plus tard à compter de la réception de la requête, toute forme de recours judiciaire prévu par le Cloud Act ou par toute loi américaine, afin d'éviter par tout moyen que les données du CEA soient transmises aux autorités américaines.
Le sous-traitant ne pourra en aucun cas transmettre les données tant qu'un juge français n'aura pas rendu de décision exécutoire.
Etant donné le caractère sensible des données traitées par le CEA, toute transmission de ces données en vertu du Cloud Act, ou de toute autre législation extraterritoriale violerait nécessairement le Règlement général relatif à la protection des données (RGPD) ainsi que la Directive européenne 2016/943 relative à la protection du secret d'affaires. Il est rappelé que le RGPD est considéré comme une loi de police, dont l'application ne peut être exclue.
Toute communication de données [ou tout refus d'exercer ledit recours], par le sous-traitant, qui violerait la présente clause, causerait nécessairement un préjudice au CEA, que le titulaire s'engage à indemniser à hauteur du montant du préjudice subi.

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Coordonnées du Délégué à la protection des données du sous-traitant de 1er rang ou plus : .....

.....

TA-6547319 H 6/9

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

5 - ATTESTATION DU SOUS-TRAITANT DE 2ème RANG (ou plus)
(à remplir impérativement par une personne habilitée à engager le sous-traitant de 2ème rang ou plus)

Je soussigné, M./Mme ....., habilité à engager la personnalité morale de la société ....., atteste sur l'honneur :

a) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus :

- aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité) ;
- aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité) ;

b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

c) que les renseignements figurant en rubrique 2 de la présente demande d'acceptation sont exacts.

Fait à :
Le *(date) :*

LE SOUS-TRAITANT DE 2ème RANG (ou plus)
Signature et tampon

Nom et qualité du signataire

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

6- DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE SOUS-TRAITANT DE 2ème RANG (ou plus)

(à joindre impérativement à la présente demande dûment remplie)

1- Une plaquette ou une note décrivant les métiers et les spécialités de l'entreprise ou à défaut l'adresse du site sur lequel peuvent être consultées la plaquette et/ou la note ;

2- Un extrait KBIS datant de moins de trois mois ;

3- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire ;

4- Les attestations d'assurance professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité ;

5- Dans le cas d'emploi de salariés détachés, une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;

(Pour toute demande d'acceptation d'un sous-traitant, le CEA refusera, en cas détachement de salarié(s) transnational, tout formulaire non accompagné de la déclaration de détachement).

6- Dans le cas où les prestations sous-traitées sont classifiées ou sensibles ;

(Ces documents sont à transmettre à l'Officier de sécurité du CEA)

- l'habilitation du sous-traitant au niveau de classification requis pour les prestations sous-traitées doit être jointe pour les marchés classifiés ou l'avis sans réserve d'enquête administrative obtenu pour le sous-traitant pour les marchés sensibles ;

- le projet de Plan Contractuel de sécurité entre le titulaire et son sous-traitant le cas échéant.

7- Copie de la caution personnelle et solidaire ou de la convention de délégation de paiement.

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant de rang inférieur

7- SIGNATURE DES PARTIES

Signature des parties	
Le titulaire ou le soumissionnaire	Nom et qualité du signataire Date :
Le sous-traitant de rang 1	Nom et qualité du signataire Date :
Avis du Prescripteur technique CEA Favorable ☐ Défavorable ☐	Nom et qualité du signataire Date :
Avis Officier de Sécurité Favorable ☐ Défavorable ☐ Avec Réserve ☐	Nom et qualité du signataire Commentaires de l'OS : Date :
Décision du CEA Accord ☐ Refus ☐	Nom et qualité du signataire : Commentaires Date :

TA-6547319 H 9/9

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Annexe 3 - COORDONNEES DU SOUMISSIONNAIRE (à remplir)

Société :

R.C.S :

Siège social à :

Représentée par :

Agissant en qualité de :

Le Service des marchés et achats du CEA peut contacter l'entreprise aux coordonnées ci-dessous :

Correspondant technique :	**Correspondant commercial :**
Nom Prénom :	Nom Prénom :
N° Tél fixe :	N° Tél fixe :
N° Tél mobile :	N° Tél mobile :
N° Fax :	N° Fax :
Courriel :	Courriel :

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

Annexe 4 – Bordereau Général des Prix (BGP)

Les soumissionnaires détailleront le prix de la prestation conformément au cadre de décomposition du prix : BGP B26-03278-TEL (ficher Excel fourni).

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.